



SECURITE PARTOUT : LIBERTE NULLE PART.

La dérive sécuritaire ne connaît pas de trêve des confiseurs et la loi de sécurité globale a même un goût salé en cette fin d'année 2020.

Le totalitarisme qui transparait dans l'ensemble du projet de loi dit de « sécurité globale » est sans précédent dans l'Histoire de notre pays. En effet sous couvert d'assurer *La sécurité des Français en tout temps et en tous lieux...* le gouvernement entend surtout le faire par tous les moyens.

La pénalisation des rassemblements et des manifestations sur les lieux d'étude, l'interdiction aux journalistes de rester sur les lieux d'une manifestation à caractère revendicatif après la fin de cette dernière, l'interdiction et la pénalisation de filmer et de diffuser des images des pratiques policières ne constituent que le premier plat d'une loi qui entend instaurer l'autoritarisme comme un prérequis à la vie de la société.

Ce projet de loi sur sécurité globale entend également faire des économies en déléguant aux agences de sécurité privées des droits d'intervention jusqu'alors réservé aux corps militaires, comme les fouilles aux corps. Tout est privatisable pour les libéraux, même la sûreté publique...

Cette loi est la grande sœur de celles qui oeuvrent en parallèle pour démanteler les services publics et mettre à mort nos acquis sociaux. Elle aidera le pouvoir actuel à étouffer la dissidence. Elle fera de chaque citoyen et citoyenne des « avertis de la République ». Elle gommara la frontière entre la vie privée et la vie publique : car ne nous y trompons pas au-delà de nos gestes ce seront nos pensées qui seront surveillées. On nous fichera pour notre mode de vie : pour notre appartenance à un collectif, à un syndicat, pour nos fréquentations, pour ce que nous mangeons, respirons ou buvons : tout sera retenu contre nous et pourra être à charge.

Quand le gouvernement prive le peuple du droit d'être informé de faits d'actualité, quand il lui confisque la possibilité de connaître les gestes professionnels des policiers alors même que ceux-ci sont rémunérés avec nos propres impôts, quand il supprime et balise au nom de « la sécurité » les espaces d'expression de débat démocratique, quand il nous fiche, quand il nous surveille et nous trace alors le gouvernement veille à nous maintenir dans l'ignorance et à ne nous abreuver qu'à sa seule source.

Ainsi il entend punir quiconque émettrait une opposition idéologique à ses agissements, surveiller et diriger notre pensée. Celui qui peut diriger nos pensées dirigera nos besoins et qui dirige nos besoins dicte notre consommation.

La loi de sécurité globale est l'aveu d'impuissance de nos dirigeants à entendre les besoins du peuple dont il se prétend être le représentant.

Solidaires 44 dénonce la violence policière systémique et restera toujours du côté de ceux et celles qui luttent pour exercer leurs libertés.

Solidaires 44 revendique une société où les citoyens et les citoyennes sont éclairés par une information objective indépendante du contrôle de l'Etat, où la prévention et le débat démocratique prévalent sur l'obscurantisme et la répression.

Solidaires 44 revendique l'abandon ferme et définitif de la loi de Sécurité Globale.

Nantes, le 11 décembre 2020.

RASSEMBLEMENT A SAINT-NAZAIRE SAMEDI 12 DECEMBRE 16H PLACE DE L'AMERIQUE LATINE

RASSEMBLEMENT A NANTES MARDI 15 DECEMBRE A 17H30 PREFECTURE